

TPS. Voilà le genre de compétences dont les analphabètes ont besoin.

Nous qui pouvons lire trouvons normal de posséder cette compétence tout comme ceux qui peuvent voir ou entendre estiment normal de posséder ces sens. Nous ne saisissons pas la gravité du problème. En fait, la perte de la vue et de l'ouïe ressemble beaucoup à la perte de notre capacité de lire. C'est un mode de communication essentiel pour bien des gens.

La pièce que j'ai vue, *Reading the Signs* du dramaturge canadien Jim Betz, m'a ouvert les yeux. La pièce est produite par l'organisme World Literacy of Canada et jouée par le Young People's Theatres. Je recommande fortement aux gens de ne pas rater cette pièce quand elle sera jouée dans leur région.

J'exhorte aussi les ministériels à voir la pièce parce qu'elle décrit bien ce que je veux dire quand je parle des priorités du gouvernement en matière de dépenses. Si vous étiez à la place du gouvernement, où économiseriez-vous? C'est une question de priorité. On a maintes et maintes fois prouvé que, en enseignant aux analphabètes à lire et à écrire, nous les aidons à devenir plus aptes au travail. Ils peuvent alors toucher un salaire plus intéressant. Les chiffres montrent que les travailleurs qui savent lire et écrire gagnent 44 p. 100 de plus que les analphabètes. Voilà un problème auquel nous devrions nous attaquer si nous voulons aspirer à un Canada meilleur.

Je prie donc les ministériels d'aller voir *Reading the Signs*, une excellente pièce illustrant les difficultés que connaissent les analphabètes et leurs problèmes quotidiens, problèmes que ceux qui savent lire et écrire ont même du mal à concevoir.

Nous ne nous en apercevons même pas la plupart du temps quand des gens trouvent des excuses pour ne pas lire un document ou une lettre. Mais la pièce nous éveille à certaines choses qui sont tellement importantes pour un grand nombre d'entre nous. Je supplie le gouvernement d'y penser. L'investissement de 110 millions de dollars est un bon début, mais il est peut-être mal orienté.

Je demande au gouvernement de songer à investir davantage dans la formation des enseignants, dans les

### *Initiatives ministérielles*

programmes et le financement de base qui sont nécessaires pour enrayer l'analphabétisme au Canada.

Je passe à ce qui m'a particulièrement irrité, comme principal critique de ce budget pour mon parti: les compressions des dépenses pour les anciens combattants. Le coup est dur à encaisser dans la région que je représente, Okanagan—Similkameen—Merritt, où la proportion de personnes âgées est assez forte, presque le triple de la moyenne nationale. Beaucoup sont des anciens combattants.

Je voudrais vous lire la lettre que la Légion royale canadienne de Grand Forks m'a écrite le 7 mars, parce qu'elle est pertinente. La lettre vient de la filiale 59 et se lit ainsi:

La filiale 59 de la Légion royale canadienne de Grand Forks, en Colombie-Britannique, veut vous faire part de sa profonde inquiétude devant les réductions des allocations aux anciens combattants que le gouvernement a proposées dans son budget d'avril 1990.

Plus ceux qui participent au Programme pour l'autonomie des anciens combattants avancent en âge, plus ils en ont besoin.

La baisse du financement des dépenses des anciens combattants dans les établissements de soins de longue durée ou de durée intermédiaire est la plus déconcertante. Doubler, de 240 \$ à 400 \$, la part de ces frais que les anciens combattants doivent acquitter est une épreuve cruelle pour les anciens combattants vieillissants et mourants qui ont risqué leur bien-être au service de la patrie. Un grand nombre n'ont plus beaucoup de temps à vivre, et il semble particulièrement cruel d'économiser à leurs dépens.

D'ici peu, le nombre total d'anciens combattants sera sérieusement réduit et finalement ramené à zéro, mais entre-temps, notre filiale et, nous l'espérons, tous les membres de la Légion ont l'intention d'épauler leurs camarades qui sont incapables de se défendre.

C'est une honte que le gouvernement ait la mémoire aussi courte.

Il déshonore notre pays en équilibrant un budget sur le dos des moins favorisés de la société.

La lettre est signée par le président, Rae Hayward.

Je n'aurais pas pu mieux décrire que M. Hayward l'a fait dans cette lettre le profond dégoût que m'inspirent les compressions imposées aux allocations et aux programmes qui visent à protéger et à aider ceux qui ont combattu pendant les deux guerres mondiales et lors de la guerre de Corée afin que je puisse m'exprimer librement à la Chambre des communes. Je suis très heureux d'avoir pu vous donner lecture de cette lettre.

À un moment où le gouvernement ne parle que pour la forme de l'égalité des femmes et des questions qui les intéressent, il est tout aussi choquant de le voir lancer une offensive en comprimant encore le financement de base, après l'avoir réduit de 15 p. 100 ou de 2 millions de dollars l'année dernière. Je crois que le financement de base des centres pour femmes est réduit de quelque 1,3 million de dollars cette année. Encore une fois, c'est